



Gouvernance des biens communs et approche territoriale intégrée : un cadre théorique pour la lutte contre la pauvreté multidimensionnelle

KHAROUAA Achraf

Doctorant en sciences économiques
FSJESAS / Université Hasan 2 Casablanca, Morocco

Aoujil Ali

Enseignant chercheur
FSJESAS / Université Hasan 2 Casablanca, Morocco

Résumé: Cet article examine les contributions théoriques et pratiques de la gouvernance des biens communs et de l'approche territoriale intégrée à la lutte contre la pauvreté multidimensionnelle. En s'appuyant sur les travaux fondateurs d'Elinor Ostrom et les développements récents en matière de développement territorial, nous proposons un cadre analytique permettant d'articuler gestion durable des ressources communes et équité socio-territoriale. L'analyse démontre que ces approches complémentaires offrent des leviers efficaces pour combattre durablement la pauvreté en considérant ses dimensions spatiales et environnementales. Nous concluons sur les implications pour les politiques publiques et la recherche future.

Mots-clés: Biens communs, gouvernance collective, approche territoriale, pauvreté multidimensionnelle, équité socio-territoriale, développement durable

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.15793791>

Published in: Volume 4 Issue 3



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

1. Introduction

La pauvreté demeure l'un des défis les plus persistants et complexes auxquels sont confrontées les sociétés contemporaines. Malgré des décennies d'efforts et d'investissements considérables dans les politiques de développement, les inégalités socio-économiques continuent de s'accroître dans de nombreuses régions du monde. Cette persistance invite à repenser les cadres théoriques et pratiques qui sous-tendent les stratégies de lutte contre la

pauvreté. En effet, les approches traditionnelles, souvent centrées sur des interventions sectorielles et standardisées, ont montré leurs limites face à la nature multidimensionnelle et contextualisée de la pauvreté.

La pauvreté présente des dimensions spatiales et environnementales significatives qui sont fréquemment négligées dans les analyses économiques conventionnelles. Elle se concentre souvent dans des territoires marginalisés, qu'il s'agisse de quartiers urbains défavorisés ou de zones rurales enclavées, et se trouve étroitement liée à la gestion des ressources naturelles communes essentielles pour les populations locales. Cette double dimension spatiale et environnementale appelle à mobiliser des cadres théoriques capables d'appréhender la complexité des interactions entre les communautés, leurs territoires et les ressources qu'elles partagent.

Dans cette perspective, deux approches théoriques complémentaires émergent comme particulièrement pertinentes : la théorie des biens communs, développée notamment par Elinor Ostrom (1990, 2009), et l'approche territoriale intégrée du développement (Barca, McCann & Rodríguez-Pose, 2012; Pike, Rodríguez-Pose & Tomaney, 2017). La première s'intéresse aux mécanismes de gouvernance collective des ressources partagées, tandis que la seconde propose une intervention adaptée aux spécificités locales et prône l'équité socio-territoriale. Bien que ces deux cadres théoriques aient été largement étudiés séparément, leur articulation dans une perspective de lutte contre la pauvreté reste insuffisamment explorée dans la littérature scientifique.

Cet article vise à combler cette lacune en examinant la question suivante : dans quelle mesure et par quels mécanismes la gouvernance des biens communs et l'approche territoriale intégrée peuvent-elles contribuer efficacement à la lutte contre la pauvreté multidimensionnelle ? Plus spécifiquement, nous cherchons à comprendre : (1) comment la théorie des biens communs d'Ostrom permet de repenser les mécanismes de gestion des ressources partagées dans les contextes de pauvreté ; (2) quels sont les principes fondamentaux de l'approche territoriale intégrée et en quoi diffèrent-ils des approches traditionnelles de développement ; (3) comment articuler gouvernance collective des ressources et développement territorial pour réduire les inégalités socio-spatiales ; (4) quels sont les mécanismes par lesquels la gestion durable des ressources communes contribue à la réduction des dimensions non monétaires de la pauvreté ; et (5) quelles implications pratiques peut-on tirer de ces approches pour les politiques publiques de lutte contre la pauvreté.

Pour répondre à ces questions, nous adoptons une démarche analytique fondée sur une revue critique de la littérature sur la théorie des biens communs et l'approche territoriale intégrée. Ainsi, nous menons un examen des contributions théoriques de ces approches à la lutte contre la pauvreté, tout en proposant un cadre intégré articulant ces deux approches et discutant les principales implications pour les politiques publiques.

2. Cadre théorique et revue de littérature

2.1 La théorie des biens communs

2.1.1 La « tragédie des biens communs » selon Garrett Hardin (1968)

Le débat contemporain sur la gestion des ressources communes trouve son origine dans l'article fondateur de Garrett Hardin (1968) intitulé "The Tragedy of the Commons". Dans cette contribution devenue emblématique, le biologiste américain développe une parabole qui a profondément marqué la pensée économique et environnementale : celle d'un pâturage ouvert à tous les bergers d'un village. Dans ce scénario, chaque berger a intérêt, d'un point de

vue strictement rationnel et individuel, à augmenter continuellement la taille de son troupeau pour maximiser son profit personnel. Cependant, si tous les bergers suivent cette logique, le résultat collectif est désastreux : la surexploitation du pâturage conduit à sa dégradation irréversible, compromettant finalement les moyens de subsistance de l'ensemble de la communauté.

Cette "tragédie" illustre le dilemme fondamental des biens communs, définis comme des ressources non-excluables (il est difficile d'en limiter l'accès) mais rivales (la consommation par un individu réduit la disponibilité pour les autres). Selon Hardin, en l'absence de régulation externe, la poursuite rationnelle des intérêts individuels conduit inexorablement à la surexploitation et à l'épuisement des ressources partagées. Face à ce constat pessimiste, il propose deux solutions principales : la privatisation des ressources ou leur gestion par une autorité publique centralisée capable d'imposer des règles coercitives (Hardin, 1968; Feeny et al., 1990).

La thèse de Hardin a eu un impact considérable sur les politiques de gestion des ressources naturelles dans de nombreux pays, justifiant souvent des interventions étatiques autoritaires ou des programmes de privatisation massive. Cependant, elle repose sur des hypothèses restrictives qui ont été largement remises en question par les recherches ultérieures : l'absence de communication entre les utilisateurs, l'impossibilité d'établir des règles collectives, et l'homogénéité des comportements individuels guidés uniquement par la maximisation du profit à court terme (Dietz, Ostrom & Stern, 2003).

Malgré ses limites, la contribution de Hardin a eu le mérite de mettre en lumière la vulnérabilité intrinsèque des ressources communes et la nécessité de mécanismes institutionnels pour assurer leur gestion durable. Elle a ainsi ouvert la voie à un vaste champ de recherche sur les conditions permettant d'éviter cette "tragédie" annoncée.

2.1.2 La gouvernance collective des ressources : l'apport d'Elinor Ostrom (1990)

En réponse directe à la vision déterministe de Hardin, les travaux pionniers d'Elinor Ostrom ont profondément renouvelé notre compréhension de la gestion des biens communs. À travers des décennies de recherches empiriques menées sur divers systèmes de ressources communes à travers le monde (forêts communautaires, systèmes d'irrigation, pêcheries artisanales), Ostrom a démontré que la "tragédie des communs" n'était pas une fatalité. Dans son ouvrage majeur, "Governing the Commons" (1990), elle établit que des communautés locales sont capables, sous certaines conditions, de concevoir et de maintenir des institutions efficaces pour gérer durablement leurs ressources partagées, sans nécessiter ni privatisation ni contrôle étatique centralisé.

L'apport fondamental d'Ostrom réside dans l'identification de principes de conception institutionnelle qui caractérisent les systèmes de gouvernance collective réussis et durables. Ces principes, validés par de nombreuses études empiriques ultérieures (Cox, Arnold & Tomás, 2010), comprennent : des frontières clairement définies, tant pour la ressource que pour le groupe d'utilisateurs légitimes ; des règles d'appropriation et de provision adaptées aux conditions locales spécifiques ; des dispositifs de choix collectifs permettant aux utilisateurs de participer à la modification des règles ; un système de surveillance efficace, assuré ou supervisé par les utilisateurs eux-mêmes ; des sanctions graduelles en cas d'infraction aux règles ; des mécanismes de résolution des conflits rapides et peu coûteux ; une reconnaissance minimale par les autorités externes du droit des communautés à s'auto-organiser ; et pour les systèmes de ressources plus vastes, une organisation en plusieurs niveaux imbriqués (Ostrom, 1990, 2009).

La perspective ostromienne révèle ainsi l'existence d'une "troisième voie" entre État et marché pour la gestion des ressources communes. Cette voie repose sur la capacité des communautés à développer des arrangements institutionnels adaptés à leurs contextes spécifiques, fondés sur la confiance mutuelle, la réciprocité et l'engagement à long terme. Ostrom souligne que ces institutions locales s'avèrent souvent plus efficaces, équitables et durables que les solutions standardisées imposées de l'extérieur, particulièrement lorsque la ressource est bien délimitée et que la communauté d'utilisateurs partage un fort capital social (Agrawal & Gibson, 1999; Pretty & Ward, 2001).

En approfondissant l'analyse des dynamiques socio-économiques dans les contextes ruraux et périurbains, Ostrom démontre également que l'appauvrissement résultant de la dégradation des ressources communes n'est pas inéluctable. Des systèmes de gouvernance collective bien conçus peuvent simultanément assurer la durabilité écologique des ressources et améliorer les moyens de subsistance des populations locales, particulièrement les plus vulnérables (Meinzen-Dick & Di Gregorio, 2004; Baland & Platteau, 1996).

Cette approche a été ultérieurement enrichie par le concept de "communs de la connaissance" et par l'analyse des nouveaux communs numériques, élargissant considérablement le champ d'application de la théorie ostromienne (Hess & Ostrom, 2007). L'attribution du prix Nobel d'économie à Elinor Ostrom en 2009 a consacré l'importance de ses travaux et leur contribution majeure à la compréhension des mécanismes institutionnels permettant de concilier intérêts individuels et collectifs dans la gestion des ressources partagées.

2.2 L'approche territoriale intégrée du développement

2.2.1 Fondements conceptuels et historiques

L'approche territoriale intégrée du développement s'est progressivement constituée comme un paradigme alternatif aux modèles de développement sectoriels et standardisés qui ont longtemps dominé les politiques publiques. Elle trouve ses racines dans plusieurs courants théoriques : la géographie économique, qui souligne l'importance des spécificités spatiales dans les dynamiques de développement (Krugman, 1991) ; les théories du développement endogène, qui valorisent la mobilisation des ressources locales (Vázquez-Barquero, 2002) ; et les approches du développement durable, qui prônent l'intégration des dimensions économique, sociale et environnementale (Pike, Rodríguez-Pose & Tomaney, 2007).

Contrairement aux approches traditionnelles "descendantes" (top-down) qui appliquent des solutions uniformes à l'échelle nationale, l'approche territoriale considère le territoire non pas comme un simple support passif des activités économiques, mais comme un construit social dynamique, doté de ressources spécifiques et d'une identité propre. Le territoire devient ainsi l'échelle pertinente pour concevoir et mettre en œuvre des stratégies de développement adaptées aux réalités locales (Pecqueur, 2005; Moulaert & Sekia, 2003).

Cette perspective s'est progressivement imposée dans le champ des politiques de développement régional, notamment sous l'impulsion d'organisations internationales comme l'OCDE, qui a formalisé le concept de "politique de développement territorial" dans les années 2000 (OECD, 2001, 2016). Elle a également influencé les politiques de cohésion de l'Union européenne, avec l'émergence d'approches comme le développement local mené par les acteurs locaux (DLAL) ou les investissements territoriaux intégrés (ITI).

2.2.2 Principes clés de l'approche territoriale intégrée

L'approche territoriale intégrée se distingue par plusieurs principes fondamentaux qui structurent sa mise en œuvre. Le premier est la reconnaissance de la spécificité territoriale :

chaque territoire possède une combinaison unique de caractéristiques géographiques, économiques, sociales, culturelles et institutionnelles qui conditionnent ses trajectoires de développement. Les politiques doivent donc être adaptées à ces spécificités plutôt que d'appliquer des modèles standardisés (Barca, McCann & Rodríguez-Pose, 2012).

Le deuxième principe est la multidimensionnalité : l'approche territoriale vise à dépasser les interventions sectorielles cloisonnées pour adopter une vision holistique intégrant les dimensions économique, sociale, environnementale, culturelle et institutionnelle du développement. Cette intégration permet de créer des synergies entre différents domaines d'action et d'éviter les contradictions entre politiques sectorielles (Pike, Rodríguez-Pose & Tomaney, 2017).

Le troisième principe est la participation active des acteurs locaux dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des stratégies de développement. Cette gouvernance multi-niveaux et multi-acteurs favorise l'appropriation locale des initiatives, la mobilisation des connaissances tacites du territoire et l'adaptation fine aux besoins spécifiques des populations (Hooghe & Marks, 2003; Rodríguez-Pose & Wilkie, 2019).

Enfin, l'approche territoriale met l'accent sur la valorisation des ressources endogènes du territoire : capital humain, savoir-faire locaux, patrimoine naturel et culturel, réseaux sociaux et institutionnels. Cette valorisation vise à construire des avantages compétitifs territoriaux durables, ancrés dans les spécificités locales et donc moins susceptibles d'être délocalisés (Camagni & Capello, 2013; Pecqueur, 2005).

2.2.3 Applications contemporaines dans différents contextes

L'approche territoriale intégrée s'est concrétisée à travers diverses stratégies et programmes de développement adaptés à différents contextes. Dans les pays développés, elle a notamment inspiré les politiques de revitalisation des territoires industriels en déclin, à travers des stratégies de spécialisation intelligente (smart specialization) valorisant les compétences distinctives des régions (Foray, 2015). Elle a également guidé des initiatives de développement rural intégré visant à diversifier les économies locales au-delà de l'agriculture traditionnelle, en s'appuyant sur des ressources territoriales spécifiques comme le patrimoine culturel ou les produits de terroir (OECD, 2016).

Dans les pays en développement, l'approche territoriale a été mobilisée pour concevoir des programmes de développement rural adaptés aux contextes locaux, comme les approches de développement territorial participatif négocié promues par la FAO (2013) ou les stratégies de développement économique local soutenues par diverses organisations internationales. Ces initiatives visent généralement à renforcer les capacités des acteurs locaux, à améliorer la gouvernance territoriale et à valoriser les ressources endogènes pour créer des opportunités économiques inclusives (Schejtman & Berdegú, 2004; Rodríguez-Pose & Hardy, 2015).

Plus récemment, l'approche territoriale a été appliquée aux défis de la transition écologique, à travers des concepts comme les "territoires en transition" ou les "systèmes alimentaires territorialisés", qui cherchent à reconfigurer les relations entre activités économiques, communautés locales et écosystèmes à l'échelle territoriale (Lamine et al., 2019). Elle a également été mobilisée dans les stratégies de résilience territoriale face aux changements climatiques et autres chocs exogènes (Bristow & Healy, 2014).

Ces diverses applications témoignent de la flexibilité et de la pertinence de l'approche territoriale intégrée pour répondre à une grande variété de défis contemporains, en particulier

ceux liés aux inégalités socio-spatiales et à la durabilité environnementale, deux dimensions essentielles de la lutte contre la pauvreté multidimensionnelle.

3. Contributions théoriques à la lutte contre la pauvreté

3.1 Gestion durable des ressources communes et réduction de la pauvreté multidimensionnelle

3.1.1 Dépendance des populations pauvres aux ressources communes

Dans de nombreuses régions du monde, particulièrement dans les zones rurales et périurbaines des pays en développement, les populations en situation de pauvreté dépendent fortement des ressources naturelles communes pour assurer leur subsistance quotidienne et générer des revenus. Ces ressources incluent notamment les forêts communautaires, qui fournissent bois de chauffage, matériaux de construction, plantes médicinales et produits forestiers non ligneux commercialisables ; les zones de pêche artisanale, essentielles pour la sécurité alimentaire et l'économie locale ; les pâturages collectifs, qui soutiennent l'élevage pastoral ; et les ressources hydriques partagées, indispensables pour l'irrigation agricole et la consommation domestique (Angelsen et al., 2014; Wunder, Börner & Shively, 2014).

Cette dépendance est particulièrement marquée pour les ménages les plus vulnérables, qui disposent généralement de peu d'actifs privés et d'un accès limité aux marchés formels et aux opportunités d'emploi salarié. Pour ces populations, les ressources communes constituent souvent un "filet de sécurité" crucial en période de crise, permettant d'amortir les chocs économiques, climatiques ou sanitaires (Jodha, 1986; Shackleton & Shackleton, 2004). Elles représentent également une source importante de revenus complémentaires, notamment pour les femmes et autres groupes marginalisés qui peuvent y accéder plus facilement qu'aux ressources privées (Agarwal, 2001).

Des études empiriques menées dans différents contextes ont quantifié cette contribution significative des ressources communes à l'économie des ménages pauvres. Ainsi, selon une méta-analyse portant sur 8000 ménages dans 24 pays en développement, les ressources forestières contribuent en moyenne à 22% du revenu total des ménages ruraux, cette proportion atteignant jusqu'à 28% pour les ménages les plus pauvres (Angelsen et al., 2014). De même, dans certaines communautés côtières, la pêche artisanale peut représenter jusqu'à 90% des revenus des ménages les plus démunis (Béné, 2006).

3.1.2 Impact de la dégradation des ressources sur les populations vulnérables

La dégradation ou l'épuisement des ressources communes affecte de manière disproportionnée les populations les plus pauvres, exacerbant leur vulnérabilité et compromettant leurs stratégies de subsistance. Lorsque des pratiques non durables comme la déforestation intensive, la surpêche ou la surexploitation des nappes phréatiques entraînent une raréfaction des ressources, les ménages démunis sont généralement les premiers à en subir les conséquences négatives, car ils disposent de moins d'alternatives économiques et d'une capacité d'adaptation plus limitée (Baland & Platteau, 1996; Fisher et al., 2014).

Cette vulnérabilité différentielle s'explique par plusieurs facteurs. D'une part, les populations pauvres ont souvent un accès plus restreint aux marchés, aux technologies et aux capitaux qui permettraient de compenser la perte des ressources naturelles. D'autre part, elles sont fréquemment marginalisées dans les processus décisionnels relatifs à la gestion des ressources, ce qui limite leur capacité à défendre leurs intérêts face aux acteurs plus puissants (Ribot & Peluso, 2003).

Les conséquences de cette dégradation se manifestent à travers diverses dimensions de la pauvreté. Sur le plan économique, la raréfaction des ressources entraîne une diminution des revenus et une augmentation du temps et de l'effort nécessaires pour collecter les ressources restantes. Sur le plan nutritionnel, elle peut compromettre la sécurité alimentaire en réduisant l'accès aux protéines animales (pêche) ou aux aliments de complément (produits forestiers). Sur le plan sanitaire, la dégradation des sources d'eau peut accroître l'incidence des maladies hydriques, tandis que la déforestation peut favoriser la propagation de certaines maladies vectorielles (Myers et al., 2013).

Ces impacts négatifs s'inscrivent souvent dans des cercles vicieux où pauvreté et dégradation environnementale se renforcent mutuellement : la pauvreté peut contraindre les populations à adopter des pratiques non durables pour leur survie immédiate, accélérant ainsi la dégradation des ressources qui, à son tour, approfondit leur pauvreté (Duraiappah, 1998; Barbier, 2010).

3.1.3 Mécanismes institutionnels de protection des moyens de subsistance

Face à ces défis, la théorie des biens communs d'Ostrom offre des perspectives prometteuses pour concilier conservation des ressources et réduction de la pauvreté. Les institutions de gouvernance collective, lorsqu'elles sont bien conçues et adaptées aux contextes locaux, peuvent simultanément assurer une gestion durable des ressources communes et protéger les moyens de subsistance des populations les plus vulnérables.

Plusieurs mécanismes institutionnels spécifiques contribuent à cette double fonction. Premièrement, des règles d'accès et d'usage clairement définies, mais suffisamment flexibles pour s'adapter aux besoins différenciés des utilisateurs, permettent de prévenir la surexploitation tout en garantissant aux ménages pauvres un accès vital aux ressources. Par exemple, certains systèmes de gestion forestière communautaire prévoient des droits d'usage prioritaires pour les ménages les plus démunis ou des quotas préférentiels pour la collecte de produits forestiers essentiels à leur subsistance (Larson & Ribot, 2007; Agrawal & Gupta, 2005).

Deuxièmement, des mécanismes de surveillance et de sanction graduée, adaptés aux réalités socio-économiques locales, permettent d'assurer le respect des règles collectives sans pénaliser excessivement les utilisateurs les plus vulnérables. Ainsi, certaines communautés ont développé des systèmes où les sanctions pour infractions mineures prennent la forme de contributions en travail communautaire plutôt que d'amendes financières, évitant ainsi d'aggraver la situation économique précaire des contrevenants (Ostrom, 1990; Agrawal, 2001).

Troisièmement, des dispositifs de partage équitable des bénéfices issus de la gestion durable des ressources peuvent contribuer directement à la réduction de la pauvreté. Par exemple, les revenus générés par l'écotourisme dans des aires protégées communautaires ou par la commercialisation durable de produits forestiers peuvent être partiellement redistribués aux ménages les plus pauvres ou investis dans des infrastructures et services bénéficiant prioritairement à ces populations (Murombedzi, 1999; Oldekop et al., 2016).

Enfin, des mécanismes de résolution des conflits accessibles et légitimes permettent de gérer les tensions inévitables entre différents groupes d'utilisateurs et de protéger les droits des acteurs les plus faibles. Ces dispositifs sont particulièrement importants dans des contextes marqués par de fortes inégalités de pouvoir, où les élites locales peuvent tenter de s'appropriier les ressources communes au détriment des plus pauvres (Clever, 2012; Leach, Mearns & Scoones, 1999).

3.1.4 Renforcement du capital social et de la résilience communautaire

Au-delà de la protection directe des moyens de subsistance matériels, les institutions de gestion collective des ressources communes contribuent également à réduire la pauvreté en renforçant le capital social et la résilience des communautés vulnérables.

Le processus même d'élaboration et de mise en œuvre des règles collectives favorise le développement de relations de confiance, de réciprocité et de coopération entre les membres de la communauté. Ces interactions répétées dans un cadre institutionnel structuré permettent de construire progressivement un capital social "de liaison" (bonding social capital) au sein du groupe, mais aussi un capital social "de passerelle" (bridging social capital) avec d'autres acteurs et institutions externes (Pretty & Ward, 2001; Woolcock & Narayan, 2000).

Ce renforcement du capital social produit plusieurs bénéfices tangibles pour les populations pauvres. D'une part, il facilite l'action collective pour résoudre d'autres problèmes communautaires au-delà de la gestion des ressources naturelles, comme l'amélioration des infrastructures locales ou la mise en place de systèmes d'entraide et de microcrédit. D'autre part, il élargit les réseaux sociaux des individus les plus marginalisés, leur donnant accès à de nouvelles informations, opportunités et formes de soutien (Krishna, 2002; Bebbington, 1999).

Par ailleurs, les institutions de gouvernance collective contribuent à renforcer la résilience des communautés face aux chocs et perturbations externes. En favorisant une gestion adaptative des ressources naturelles, elles permettent aux écosystèmes de maintenir leurs fonctions essentielles malgré les pressions environnementales. En parallèle, elles développent les capacités organisationnelles et décisionnelles des communautés, leur permettant de répondre collectivement et efficacement à diverses crises (Adger, 2003; Folke et al., 2005).

Cette résilience accrue est particulièrement précieuse pour les populations pauvres, qui sont généralement plus exposées et plus sensibles aux chocs climatiques, économiques ou sanitaires. Les filets de sécurité sociale informels tissés à travers les institutions communautaires peuvent ainsi compenser partiellement l'absence ou l'insuffisance des systèmes de protection sociale formels dans de nombreux contextes ruraux défavorisés (Agrawal & Perrin, 2009).

3.2 Approche territoriale et équité socio-territoriale

3.2.1 Réduction des inégalités spatiales d'accès aux ressources et services

L'approche territoriale intégrée contribue de manière significative à la lutte contre la pauvreté en s'attaquant directement aux inégalités spatiales qui caractérisent de nombreux contextes nationaux et régionaux. Ces inégalités se manifestent par des disparités marquées dans l'accès aux infrastructures essentielles, aux services publics de base et aux opportunités économiques entre différents territoires d'un même pays ou d'une même région (Kanbur & Venables, 2005).

Dans de nombreux pays, tant développés qu'en développement, on observe une concentration disproportionnée des investissements publics et privés dans certains pôles de croissance (généralement les grandes métropoles et zones côtières), au détriment des régions périphériques, rurales ou enclavées. Cette distribution inégale des ressources et des opportunités contribue à la persistance de "poches de pauvreté" territoriales, où les populations cumulent divers handicaps : éloignement des services essentiels, infrastructures déficientes, marchés locaux atrophiés, et faible présence institutionnelle (Rodríguez-Pose, 2018).

L'approche territoriale vise à corriger ces déséquilibres en promouvant une répartition plus équitable des investissements et des services entre les territoires. Elle préconise notamment des politiques d'aménagement du territoire qui garantissent un accès minimal aux services essentiels (éducation, santé, eau potable, énergie) dans tous les territoires, y compris les plus marginalisés. Cette "justice spatiale" dans la distribution des infrastructures et services publics constitue un prérequis fondamental pour réduire la pauvreté multidimensionnelle (Soja, 2010; Israel & Frenkel, 2018).

Au-delà de cette dimension distributive, l'approche territoriale s'attaque également aux mécanismes institutionnels qui perpétuent les inégalités spatiales. Elle promeut une gouvernance multi-niveaux qui donne aux territoires marginalisés une voix plus forte dans les processus décisionnels nationaux et régionaux, tout en renforçant les capacités des institutions locales à concevoir et mettre en œuvre des politiques adaptées à leurs contextes spécifiques (Pike, Rodríguez-Pose & Tomaney, 2017).

3.2.2 Valorisation des ressources endogènes des territoires marginalisés

Un apport majeur de l'approche territoriale à la lutte contre la pauvreté réside dans sa capacité à identifier et mobiliser les ressources spécifiques des territoires marginalisés, souvent invisibles dans les approches sectorielles standardisées. Contrairement à une vision déficitaire qui ne perçoit ces territoires qu'à travers leurs manques et leurs handicaps, l'approche territoriale adopte une perspective capacitante qui reconnaît leurs potentialités uniques et cherche à les valoriser (Pecqueur, 2005; Camagni & Capello, 2013).

Ces ressources endogènes peuvent prendre diverses formes : savoir-faire traditionnels liés à l'artisanat ou à l'agriculture, produits de terroir aux caractéristiques uniques, patrimoine naturel et culturel valorisable à travers l'écotourisme, énergies renouvelables locales, ou encore formes spécifiques de capital social communautaire. Leur identification et leur activation nécessitent une connaissance fine du territoire et de ses acteurs, ainsi qu'une approche participative qui mobilise les savoirs locaux (Ray, 1998; Vázquez-Barquero, 2002).

La valorisation de ces ressources spécifiques permet de développer des activités économiques ancrées territorialement, moins susceptibles d'être délocalisées et mieux adaptées aux compétences et aspirations des populations locales. Elle favorise également la diversification des économies locales, réduisant ainsi leur vulnérabilité aux chocs sectoriels et renforçant leur résilience (Courlet & Pecqueur, 2013).

De nombreuses expériences témoignent du potentiel de cette approche pour réduire la pauvreté dans des territoires marginalisés. Par exemple, la valorisation de produits agricoles locaux à travers des indications géographiques ou des circuits courts a permis d'améliorer significativement les revenus de petits producteurs dans diverses régions rurales défavorisées (Barham & Sylvander, 2011). De même, le développement d'un écotourisme communautaire a créé des opportunités économiques dans des zones isolées tout en contribuant à la conservation de leur patrimoine naturel (Scheyvens, 1999; Spenceley & Meyer, 2012).

3.2.3 Gouvernance locale participative et inclusion des populations vulnérables

L'approche territoriale intégrée accorde une importance centrale à la participation active des acteurs locaux, y compris les plus vulnérables, dans les processus de développement. Cette dimension participative constitue à la fois un moyen et une fin : elle améliore l'efficacité et la pertinence des interventions tout en renforçant l'autonomie et la capacité d'agir (empowerment) des populations marginalisées (Chambers, 1994; Cooke & Kothari, 2001).

Concrètement, cette gouvernance locale participative se traduit par la mise en place de dispositifs institutionnels qui permettent aux différentes parties prenantes du territoire (collectivités locales, organisations de la société civile, secteur privé, citoyens) de co-construire une vision partagée du développement territorial et de participer activement à sa mise en œuvre. Ces dispositifs peuvent prendre diverses formes : forums territoriaux, budgets participatifs, comités de développement local, ou encore plateformes multi-acteurs thématiques (Gaventa, 2004; Fung & Wright, 2003).

Pour que cette participation soit véritablement inclusive et contribue à la réduction de la pauvreté, une attention particulière doit être portée à l'inclusion effective des groupes traditionnellement marginalisés : femmes, jeunes, minorités ethniques, personnes handicapées, etc. Cela implique d'identifier et de lever les obstacles spécifiques qui limitent leur participation (barrières linguistiques, contraintes de temps, normes sociales restrictives) et de mettre en place des mécanismes proactifs pour valoriser leurs voix et leurs savoirs (Cornwall, 2003; Hickey & Mohan, 2004).

Lorsqu'elle est bien conçue et mise en œuvre, cette gouvernance inclusive permet aux populations pauvres d'influencer les décisions qui affectent directement leurs conditions de vie et leurs perspectives d'avenir. Elle contribue également à transformer les relations de pouvoir au sein du territoire, en donnant aux groupes marginalisés les moyens de contester les arrangements institutionnels qui perpétuent leur exclusion et de négocier un accès plus équitable aux ressources et opportunités (Gaventa, 2006; Williams, 2004).

3.2.4 Justice environnementale et répartition équitable des externalités

Une dimension souvent négligée de la pauvreté territoriale concerne la distribution inégale des externalités environnementales négatives. Les populations pauvres sont fréquemment exposées de manière disproportionnée aux pollutions, nuisances et risques environnementaux, tout en bénéficiant moins des aménités et services écosystémiques (Bullard, 2008; Walker, 2012). Cette "injustice environnementale" s'explique notamment par le faible poids politique et économique de ces populations et de leurs territoires dans les processus décisionnels relatifs à l'aménagement de l'espace.

L'approche territoriale intégrée, en intégrant explicitement les dimensions environnementales et sociales du développement, offre un cadre propice pour aborder ces enjeux de justice environnementale. Elle promeut une planification territoriale qui vise une répartition plus équitable des charges et bénéfices environnementaux entre les différents espaces et groupes sociaux (Agyeman, Bullard & Evans, 2003).

Concrètement, cela peut se traduire par diverses interventions : éviter la concentration des installations polluantes dans les quartiers défavorisés ; investir prioritairement dans la réhabilitation environnementale des zones dégradées où vivent les populations pauvres ; développer des espaces verts et récréatifs accessibles dans les quartiers populaires ; ou encore impliquer les communautés marginalisées dans la gestion des ressources naturelles locales (Schlosberg, 2007; Agyeman, Schlosberg & Craven, 2016).

Cette dimension de justice environnementale est particulièrement importante dans le contexte des changements climatiques, dont les impacts affectent de manière disproportionnée les populations et territoires déjà vulnérables. L'approche territoriale permet d'intégrer les enjeux d'adaptation au changement climatique dans une perspective d'équité, en veillant à ce que les mesures d'adaptation bénéficient prioritairement aux groupes les plus exposés et les moins résilients (Adger, Paavola & Huq, 2006; Schlosberg & Collins, 2014).

4. Implications pour les politiques publiques

4.1 Recommandations pour les décideurs nationaux et locaux

L'articulation entre la théorie des biens communs et l'approche territoriale intégrée offre un cadre conceptuel riche pour repenser les politiques de lutte contre la pauvreté. Sur la base de cette analyse, plusieurs recommandations peuvent être formulées à l'intention des décideurs publics aux niveaux national et local.

Premièrement, il apparaît essentiel de reconnaître formellement les droits des communautés locales sur les ressources communes dont elles dépendent. Cette reconnaissance juridique constitue un prérequis pour une gestion durable et équitable de ces ressources. Elle implique de réformer les cadres législatifs qui centralisent excessivement le contrôle des ressources naturelles ou qui favorisent leur privatisation systématique, au profit de régimes de propriété plus diversifiés incluant des formes de propriété collective sécurisée (Larson & Ribot, 2007; Alden Wily, 2018). Cette reconnaissance doit s'accompagner d'une délimitation claire des ressources concernées et des communautés d'usagers légitimes, conformément au premier principe de conception d'Ostrom.

Deuxièmement, les politiques publiques devraient soutenir activement les capacités d'auto-organisation des communautés locales plutôt que de leur imposer des modèles standardisés de gestion. Ce soutien peut prendre diverses formes : renforcement des compétences techniques et organisationnelles, appui financier flexible, facilitation des processus de concertation, ou encore accompagnement juridique. L'objectif est de permettre aux communautés de concevoir et d'adapter leurs propres règles de gestion en fonction de leurs contextes spécifiques, tout en bénéficiant des ressources et de l'expertise nécessaires (Ostrom, 2005; Agrawal, 2001).

Troisièmement, il convient d'adopter une approche différenciée du développement territorial qui reconnaît la diversité des contextes locaux et adapte les interventions en conséquence. Cela implique de dépasser les politiques sectorielles uniformes au profit de stratégies territoriales intégrées, co-construites avec les acteurs locaux et tenant compte des spécificités géographiques, économiques, sociales et culturelles de chaque territoire. Cette approche différenciée doit néanmoins s'inscrire dans un cadre national cohérent garantissant l'équité entre territoires (Barca, McCann & Rodríguez-Pose, 2012; OECD, 2016).

Quatrièmement, les politiques publiques devraient promouvoir une gouvernance multi-niveaux et multi-acteurs qui articule efficacement les différentes échelles d'intervention. Cette gouvernance coordonnée est nécessaire pour éviter les contradictions entre politiques sectorielles et pour assurer la cohérence entre initiatives locales et cadres nationaux. Elle implique de clarifier la répartition des compétences entre niveaux de gouvernement, de renforcer les mécanismes de coordination horizontale et verticale, et de créer des espaces de dialogue entre acteurs publics, privés et communautaires (Hooghe & Marks, 2003; Termeer, Dewulf & van Lieshout, 2010).

Enfin, il est crucial d'intégrer explicitement les objectifs d'équité sociale et environnementale dans les politiques de développement territorial. Cela suppose de cibler prioritairement les territoires et populations les plus marginalisés, d'adopter des mécanismes redistributifs entre territoires riches et pauvres, et de veiller à une répartition équitable des bénéfices et des charges environnementales au sein des territoires. Cette attention à l'équité doit se traduire par des critères explicites dans l'allocation des ressources publiques et par des mécanismes de suivi des impacts différenciés des politiques selon les groupes sociaux (Rodríguez-Pose & Wilkie, 2019; Agyeman, Bullard & Evans, 2003).

4.2 Principes directeurs pour la conception de programmes de développement

Au-delà des recommandations générales pour les décideurs publics, notre analyse permet d'identifier plusieurs principes directeurs pour la conception et la mise en œuvre de programmes spécifiques de développement visant à réduire la pauvreté à travers une approche combinant gouvernance des communs et développement territorial.

- La subsidiarité active, qui consiste à traiter les problèmes à l'échelle la plus proche possible des personnes concernées, tout en assurant un soutien actif des niveaux supérieurs lorsque nécessaire. Ce principe reconnaît que les communautés locales sont souvent les mieux placées pour gérer leurs ressources communes, mais qu'elles ont besoin d'un environnement institutionnel favorable et d'un accompagnement adapté pour faire face aux défis complexes de la pauvreté et de la durabilité (Calame, 2003; Marshall, 2008).
- L'intégration multidimensionnelle, qui vise à dépasser les approches sectorielles cloisonnées pour aborder simultanément les différentes dimensions de la pauvreté. Concrètement, cela implique de concevoir des programmes qui articulent explicitement gestion des ressources naturelles, développement économique local, renforcement du capital social, et amélioration des services de base, plutôt que de traiter ces aspects séparément (Pike, Rodríguez-Pose & Tomaney, 2017; Alkire & Foster, 2011).
- L'adaptabilité institutionnelle, qui reconnaît la nature dynamique et évolutive des systèmes socio-écologiques. Les programmes de développement doivent intégrer des mécanismes d'apprentissage collectif et d'adaptation continue permettant d'ajuster les stratégies en fonction des résultats observés et des changements de contexte. Cette gestion adaptative nécessite des systèmes de suivi participatif, des espaces réguliers de réflexion collective, et une flexibilité dans l'allocation des ressources (Folke et al., 2005; Pahl-Wostl, 2009).
- L'inclusion différenciée, qui vise à assurer la participation effective de tous les groupes sociaux tout en reconnaissant leurs besoins et contraintes spécifiques. Cela implique d'identifier les barrières particulières qui limitent la participation des groupes marginalisés (femmes, jeunes, minorités ethniques, etc.) et de mettre en place des mécanismes adaptés pour les surmonter. L'objectif n'est pas seulement d'inclure ces groupes dans les processus participatifs existants, mais de transformer ces processus pour qu'ils reflètent mieux la diversité des perspectives et des intérêts (Cornwall, 2003; Hickey & Mohan, 2004).
- La valorisation des savoirs pluriels, qui reconnaît la complémentarité entre savoirs scientifiques, techniques et locaux dans la compréhension et la résolution des problèmes complexes. Les programmes de développement doivent créer des espaces de dialogue entre ces différentes formes de connaissance et valoriser explicitement les savoirs traditionnels et locaux relatifs à la gestion des ressources et du territoire. Cette approche permet d'enrichir les diagnostics territoriaux et d'identifier des solutions innovantes ancrées dans les réalités locales (Raymond et al., 2010; Cash et al., 2003).

4.3 Défis de mise en œuvre et conditions de réussite

Malgré leur potentiel théorique, l'articulation entre gouvernance des communs et approche territoriale se heurte à plusieurs défis pratiques qu'il convient d'identifier pour mieux les surmonter.

Un premier défi majeur concerne les asymétries de pouvoir qui caractérisent de nombreux contextes locaux et qui peuvent compromettre tant la gestion équitable des ressources

communes que le développement territorial inclusif. Ces asymétries se manifestent à différentes échelles : entre acteurs locaux (élites vs. groupes marginalisés), entre territoires (centres vs. périphéries), et entre niveaux de gouvernance (autorités centrales vs. communautés locales). Sans mécanismes explicites pour les contrebalancer, ces asymétries risquent de conduire à la capture des bénéfices par les acteurs les plus puissants et à la perpétuation des inégalités (Platteau, 2004; Ribot, Agrawal & Larson, 2006).

Un deuxième défi concerne la coordination entre les multiples acteurs et échelles impliqués dans ces approches intégrées. La fragmentation institutionnelle, les rivalités entre administrations sectorielles, et les divergences d'intérêts entre acteurs peuvent entraver la cohérence des interventions et diluer leur impact sur la pauvreté. Cette complexité institutionnelle nécessite des mécanismes de coordination robustes mais suffisamment flexibles pour s'adapter aux évolutions du contexte (Berkes, 2007; Young, 2006).

Un troisième défi porte sur la temporalité des processus de changement institutionnel et territorial. La construction d'institutions efficaces de gestion collective et la transformation des dynamiques territoriales sont des processus de long terme qui s'accommodent mal des cycles courts des projets de développement et des mandats politiques. Cette tension temporelle peut conduire à privilégier des résultats visibles à court terme au détriment de transformations plus profondes mais plus lentes (Leach, Mearns & Scoones, 1999; Pike, Rodríguez-Pose & Tomaney, 2016).

Face à ces défis, plusieurs conditions apparaissent essentielles pour la réussite des approches combinant gouvernance des communs et développement territorial :

Premièrement, un engagement politique fort et durable en faveur de la décentralisation et de l'autonomisation des communautés locales. Cet engagement doit se traduire par des transferts effectifs de pouvoirs et de ressources, et par une protection contre les tentatives de recentralisation qui surviennent fréquemment lorsque les enjeux économiques ou politiques deviennent importants (Ribot, Agrawal & Larson, 2006; Smoke, 2003).

Deuxièmement, le développement de capacités institutionnelles à tous les niveaux, depuis les organisations communautaires locales jusqu'aux administrations nationales. Ces capacités concernent tant les aspects techniques (planification, gestion financière, suivi-évaluation) que les compétences relationnelles (médiation, négociation, facilitation) nécessaires à une gouvernance collaborative efficace (Mizrahi, 2004; Evans & Reid, 2014).

Troisièmement, l'existence d'organisations intermédiaires légitimes et compétentes, capables de faire le lien entre communautés locales, autorités publiques et autres acteurs externes. Ces "courtiers du développement" jouent un rôle crucial dans la traduction des besoins locaux en projets viables, dans la mobilisation de ressources externes, et dans la médiation des conflits entre acteurs aux intérêts divergents (Bierschenk, Chauveau & Olivier de Sardan, 2000; Moss et al., 2009).

Quatrièmement, des mécanismes de financement adaptés et durables, qui dépassent la logique de projets ponctuels pour assurer un soutien prévisible et flexible aux initiatives locales sur le long terme. Ces mécanismes peuvent inclure des fonds de développement territorial, des systèmes de paiements pour services environnementaux, ou encore des dispositifs de péréquation financière entre territoires (Ribot & Peluso, 2003; Barca, 2009).

Enfin, un cadre d'apprentissage continu permettant d'identifier, de documenter et de diffuser les leçons tirées des expériences réussies et des échecs. Ce cadre doit favoriser tant l'apprentissage horizontal entre territoires et communautés que l'apprentissage vertical entre

niveaux de gouvernance, contribuant ainsi à l'amélioration progressive des politiques et pratiques (Pahl-Wostl, 2009; Guijt, 2008).

5. Conclusion

Cet article a exploré les contributions théoriques et pratiques de la gouvernance des biens communs et de l'approche territoriale intégrée à la lutte contre la pauvreté multidimensionnelle. Notre analyse a mis en évidence plusieurs apports significatifs de ces approches, tant séparément que dans leur articulation.

L'articulation de ces deux approches dans un cadre analytique intégré constitue l'apport original de cet article. Nous avons montré comment leur combinaison permet d'appréhender simultanément les dimensions institutionnelles, spatiales, socio-économiques et environnementales de la pauvreté, offrant ainsi une vision plus holistique et contextualisée de ce phénomène complexe. Cette intégration génère des synergies significatives, notamment en termes de mobilisation des acteurs à différentes échelles, de coordination entre interventions sectorielles, et d'équilibre entre objectifs de conservation et de développement.

Sur le plan des politiques publiques, notre analyse souligne l'importance de reconnaître formellement les droits des communautés sur leurs ressources communes, de soutenir leurs capacités d'auto-organisation, d'adopter une approche différenciée du développement territorial, de promouvoir une gouvernance multi-niveaux coordonnée, et d'intégrer explicitement les objectifs d'équité sociale et environnementale dans les stratégies de développement. Ces recommandations s'accompagnent de principes directeurs pour la conception de programmes spécifiques, ainsi que d'une identification des défis de mise en œuvre et des conditions de réussite.

5.1 Implications sociétales plus larges

Au-delà de ses contributions académiques, notre analyse comporte des implications sociétales significatives qui méritent d'être soulignées en conclusion.

L'articulation entre gouvernance des communs et approche territoriale offre une voie prometteuse pour repenser fondamentalement les modèles de développement dominants. Face aux limites écologiques planétaires et à la persistance des inégalités socio-spatiales, cette approche propose une alternative aux paradigmes centrés exclusivement sur la croissance économique et les solutions technologiques. Elle valorise la diversité des arrangements institutionnels, la spécificité des territoires, et la participation active des communautés locales comme éléments essentiels d'un développement véritablement durable et inclusif (Raworth, 2017; Escobar, 2018).

Cette perspective contribue également à renouveler notre conception de la pauvreté et des politiques pour y remédier. En dépassant les approches purement monétaires ou assistantielles, elle met l'accent sur le renforcement des capacités collectives d'action et de gestion des ressources communes, ainsi que sur la valorisation des atouts spécifiques des territoires marginalisés. Ce faisant, elle reconnaît la dignité et l'agentivité des populations concernées, qui deviennent actrices de leur propre développement plutôt que simples bénéficiaires d'aide (Sen, 1999; Chambers, 1997).

Notre analyse souligne également l'importance de reconnecter les enjeux environnementaux et sociaux, trop souvent traités séparément dans les politiques publiques et les programmes de développement. La gouvernance durable des ressources communes et l'équité socio-territoriale apparaissent comme deux faces d'une même médaille, nécessitant des approches

intégrées qui reconnaissent leurs interdépendances fondamentales (Agyeman, Bullard & Evans, 2003; Martinez-Alier, 2002).

Enfin, notre cadre analytique invite à repenser les relations entre État, marché et communautés dans la gouvernance des ressources et des territoires. Il suggère que des formes hybrides et polycentriques de gouvernance, combinant régulation publique, mécanismes marchands et auto-organisation communautaire, peuvent être plus efficaces et équitables que les modèles purement étatiques ou marchands pour répondre aux défis complexes de la pauvreté et de la durabilité (Ostrom, 2010; Jessop, 2016).

En définitive, l'articulation entre gouvernance des biens communs et approche territoriale intégrée ouvre des perspectives fécondes pour concevoir et mettre en œuvre des politiques de lutte contre la pauvreté qui soient à la fois écologiquement durables, socialement équitables et adaptées aux spécificités des contextes locaux. Dans un monde confronté à des défis environnementaux et sociaux sans précédent, cette approche offre des pistes concrètes pour construire des sociétés plus résilientes et inclusives, où la réduction de la pauvreté va de pair avec la préservation des écosystèmes dont dépend le bien-être de tous

5.2 Limites de l'approche proposée

Malgré ses apports, l'approche intégrée que nous proposons présente plusieurs limites qu'il convient de reconnaître.

En fait, elle se heurte à la complexité inhérente aux systèmes socio-écologiques et aux dynamiques territoriales. La multiplicité des acteurs, des échelles et des facteurs en jeu rend difficile l'identification de relations causales claires et la prédiction des effets d'interventions spécifiques. Cette complexité peut conduire à des simplifications excessives dans l'analyse ou, à l'inverse, à une paralysie face à la difficulté d'appréhender tous les paramètres pertinents (Ostrom, 2007; Ramalingam, 2013).

Aussi, notre approche peut sous-estimer l'influence des facteurs macro-économiques et des dynamiques globales sur les possibilités locales de réduction de la pauvreté. Les politiques commerciales internationales, les fluctuations des marchés mondiaux, ou encore les régimes transnationaux de propriété intellectuelle peuvent contraindre fortement les options disponibles pour les communautés locales et les territoires marginalisés, indépendamment de la qualité de leurs arrangements institutionnels internes (Newell, 2005; Rodrik, 2018).

D'autant plus, l'articulation entre gouvernance des communs et approche territoriale soulève des questions d'échelle complexes. Les principes qui fonctionnent bien pour la gestion de ressources communes localisées et clairement délimitées peuvent être difficiles à transposer à l'échelle de territoires plus vastes ou de ressources transfrontalières. De même, les dynamiques territoriales influencées par des facteurs externes peuvent compromettre la durabilité de systèmes locaux de gestion des communs pourtant bien conçus (Berkes, 2007; Young, 2006).

En effet, notre approche peut parfois idéaliser les capacités d'auto-organisation des communautés locales et la cohérence des territoires. En réalité, les communautés sont souvent traversées par des conflits, des inégalités et des divergences d'intérêts qui compliquent la gestion collective. De même, les territoires ne sont pas toujours des espaces cohérents d'identité et d'action, mais peuvent être fragmentés et contestés (Cleaver, 2012; Massey, 2005).

Enfin, la mise en œuvre de cette approche intégrée nécessite des compétences, des ressources et un engagement politique qui font souvent défaut dans les contextes où la pauvreté est la

plus aiguë. Les contraintes budgétaires, les capacités institutionnelles limitées et les résistances politiques peuvent compromettre l'application des principes théoriques que nous avons identifiés, réduisant ainsi leur impact potentiel sur la réduction de la pauvreté (Smoke, 2003; Andrews, Pritchett & Woolcock, 2017).

5.3 Perspectives de recherche future

Ces limites ouvrent plusieurs pistes de recherche prometteuses pour approfondir et enrichir le cadre analytique proposé.

- Développer des méthodologies mixtes plus robustes pour évaluer empiriquement les impacts combinés de la gouvernance des communs et du développement territorial sur différentes dimensions de la pauvreté. Ces méthodologies devraient permettre d'identifier plus précisément les mécanismes causaux à l'œuvre et de distinguer les effets spécifiques de différentes composantes des interventions (Poteete, Janssen & Ostrom, 2010; White, 2009).
- Mener une analyse plus systématique des interactions entre politiques sectorielles nationales et initiatives locales de gestion des communs et de développement territorial. Cette recherche permettrait de mieux comprendre comment créer un environnement politique favorable à ces approches et comment résoudre les contradictions potentielles entre objectifs sectoriels et territoriaux (Larson & Soto, 2008; Pike, Rodríguez-Pose & Tomaney, 2016).
- Exploiter des innovations institutionnelles permettant d'articuler efficacement différentes échelles de gouvernance, depuis le local jusqu'au global. Ces innovations pourraient inclure des formes hybrides de gouvernance associant communautés, États et acteurs privés, ou encore des mécanismes de coordination polycentriques adaptés à la complexité des enjeux contemporains (Ostrom, 2010; Hooghe & Marks, 2003).
- Approfondir l'analyse des dimensions politiques de la pauvreté et des inégalités territoriales, en examinant comment les relations de pouvoir façonnent l'accès aux ressources communes et aux opportunités de développement. Cette recherche pourrait mobiliser les apports de l'écologie politique et des théories de la justice environnementale pour enrichir notre compréhension des mécanismes d'exclusion et des possibilités d'émancipation (Robbins, 2011; Schlosberg, 2007).

Enfin, il serait pertinent d'explorer plus systématiquement les liens entre notre cadre analytique et les défis contemporains majeurs comme les changements climatiques, les transitions énergétiques, la numérisation de l'économie ou encore les migrations. Ces phénomènes transforment profondément les conditions de gestion des ressources communes et les dynamiques territoriales, créant à la fois des contraintes nouvelles et des opportunités inédites pour la réduction de la pauvreté (Adger, Paavola & Huq, 2006; ORodríguez-Pose & Hardy, 2015).

Références bibliographiques

- [1] Adger, W. N. (2003). Social capital, collective action, and adaptation to climate change. *Economic Geography*, 79(4), 387–404.
- [2] Adger, W. N., Paavola, J., & Huq, S. (2006). Toward justice in adaptation to climate change. In W. N. Adger, J. Paavola, S. Huq, & M. J. Mace (Eds.), *Fairness in adaptation to climate change* (pp. 1–19). MIT Press.
- [3] Agarwal, B. (2001). Participatory exclusions, community forestry, and gender: An analysis for South Asia and a conceptual framework. *World Development*, 29(10), 1623–1648.
- [4] Agrawal, A. (2001). Common property institutions and sustainable governance of resources. *World Development*, 29(10), 1649–1672.

- [5] Agrawal, A., & Gibson, C. C. (1999). Enchantment and disenchantment: The role of community in natural resource conservation. *World Development* , 27(4), 629–649.
- [6] Agrawal, A., & Gupta, K. (2005). Decentralization and participation: The governance of common pool resources in Nepal's Terai. *World Development* , 33(7), 1101–1114.
- [7] Agrawal, A., & Perrin, N. (2009). Climate adaptation, local institutions and rural livelihoods. In W. N. Adger, I. Lorenzoni, & K. L. O'Brien (Eds.), *Adapting to climate change: Thresholds, values, governance* (pp. 350–367). Cambridge University Press.
- [8] Agyeman, J., Bullard, R. D., & Evans, B. (2003). *Just sustainabilities: Development in an unequal world* . MIT Press.
- [9] Agyeman, J., Schlosberg, D., & Craven, L. (2016). Why equity matters in payments for ecosystem services. *BioScience* , 66(2), 172–173.
- [10] Alden Wily, L. (2018). Collective land ownership in the 21st century: Overview of global trends. *Land* , 7(2), 68.
- [11] Alkire, S., & Foster, J. (2011). Counting and multidimensional poverty measurement. *Journal of Public Economics* , 95(7–8), 476–487.
- [12] Angelsen, A., et al. (2014). Environmental income and rural livelihoods: A global-comparative analysis. *World Development* , 64, S12–S28.
- [13] Baland, J. M., & Platteau, J. P. (1996). *Halting degradation of natural resources: Is there a role for rural communities?* Oxford University Press.
- [14] Barbier, E. B. (2010). Poverty, development, and environment. *Environment and Development Economics* , 15(6), 635–660.
- [15] Barca, F., McCann, P., & Rodríguez-Pose, A. (2012). The case for regional development intervention: Place-based versus place-neutral approaches. *Journal of Regional Science* , 52(1), 134–152.
- [16] Barham, E., & Sylvander, B. (2011). *Labels of origin for food: Local development, global recognition* . CABL.
- [17] Bebbington, A. (1999). Capitals and capabilities: A framework for analyzing peasant viability, rural livelihoods and poverty. *World Development* , 27(12), 2021–2044.
- [18] Béné, C. (2006). *Small-scale fisheries: Assessing their contribution to rural livelihoods in developing countries* . FAO Fisheries Circular No. 1008.
- [19] Berkes, F. (2007). Community-based conservation in a globalized world. *Proceedings of the National Academy of Sciences* , 104(39), 15188–15193.
- [20] Bierschenk, T., Chauveau, J. P., & Olivier de Sardan, J. P. (2000). *Courtiers en développement: Les villages africains en quête de projets* . Karthala.
- [21] Bristow, G., & Healy, A. (2014). Regional resilience: An agency perspective. *Regional Studies* , 48(5), 923–935.
- [22] Bullard, R. D. (2008). *Dumping in Dixie: Race, class, and environmental quality* (3rd ed.). Westview Press.
- [23] Camagni, R., & Capello, R. (2013). Regional competitiveness and territorial capital: A conceptual approach and empirical evidence from the European Union. *Regional Studies* , 47(9), 1383–1402.
- [24] Chambers, R. (1994). Participatory rural appraisal (PRA): Challenges, potentials and paradigm. *World Development* , 22(10), 1437–1454.
- [25] Cleaver, F. (2012). *Development through bricolage: Rethinking institutions for natural resource management* . Routledge.
- [26] Cornwall, A. (2003). Whose voices? Whose choices? Reflections on gender and participatory development. *World Development* , 31(8), 1325–1342.
- [27] Courlet, C., & Pecqueur, B. (2013). *L'économie territoriale* . Presses Universitaires de Grenoble.
- [28] Cox, M., Arnold, G., & Tomás, S. V. (2010). A review of design principles for community-based natural resource management. *Ecology and Society* , 15(4), 38.
- [29] Dietz, T., Ostrom, E., & Stern, P. C. (2003). The struggle to govern the commons. *Science* , 302(5652), 1907–1912.

- [30] Duraiappah, A. K. (1998). Poverty and environmental degradation: A review and analysis of the nexus. *World Development* , 26(12), 2169–2179.
- [31] Feeny, D., Berkes, F., McCay, B. J., & Acheson, J. M. (1990). The tragedy of the commons: Twenty-two years later. *Human Ecology* , 18(1), 1–19.
- [32] Fisher, J. A., et al. (2014). Understanding the relationships between ecosystem services and poverty alleviation: A conceptual framework. *Ecosystem Services* , 7, 34–45.
- [33] Folke, C., Hahn, T., Olsson, P., & Norberg, J. (2005). Adaptive governance of social-ecological systems. *Annual Review of Environment and Resources* , 30, 441–473.
- [34] Foray, D. (2015). *Smart specialisation: Opportunities and challenges for regional innovation policy* . Routledge.
- [35] Fung, A., & Wright, E. O. (2003). *Deepening democracy: Institutional innovations in empowered participatory governance* . Verso.
- [36] Gaventa, J. (2004). Towards participatory governance: Assessing the transformative possibilities. In S. Hickey & G. Mohan (Eds.), *Participation: From tyranny to transformation* (pp. 25–41). Zed Books.
- [37] Hardin, G. (1968). The tragedy of the commons. *Science* , 162(3859), 1243–1248.
- [38] Hess, C., & Ostrom, E. (Eds.). (2007). *Understanding knowledge as a commons: From theory to practice* . MIT Press.
- [39] Hooghe, L., & Marks, G. (2003). Unraveling the central state, but how? Types of multi-level governance. *American Political Science Review* , 97(2), 233–243.
- [40] Israel, E., & Frenkel, A. (2018). Social justice and spatial inequality: Toward a conceptual framework. *Progress in Human Geography* , 42(5), 647–665.
- [41] Jessop, B. (2016). Territory, politics, governance and multispatial metagovernance. *Territory, Politics, Governance* , 4(1), 8–32.
- [42] Jodha, N. S. (1986). Common property resources and rural poor in dry regions of India. *Economic and Political Weekly* , 21(27), 1169–1181.
- [43] Kanbur, R., & Venables, A. J. (Eds.). (2005). *Spatial inequality and development* . Oxford University Press.
- [44] Krugman, P. (1991). Increasing returns and economic geography. *Journal of Political Economy* , 99(3), 483–499.
- [45] Lamine, C., Magda, D., & Amiot, M. J. (2019). Crossing sociological, ecological, and nutritional perspectives on agrifood systems transitions: Towards a transdisciplinary territorial approach. *Sustainability* , 11(5), 1284.
- [46] Larson, A. M., & Ribot, J. C. (2007). The poverty of forestry policy: Double standards on an uneven playing field. *Sustainability Science* , 2(2), 189–204.
- [47] Leach, M., Mearns, R., & Scoones, I. (1999). Environmental entitlements: Dynamics and institutions in community-based natural resource management. *World Development* , 27(2), 225–247.
- [48] Meinzen-Dick, R., & Di Gregorio, M. (Eds.). (2004). *Collective action and property rights for sustainable development* . International Food Policy Research Institute.
- [49] Murombedzi, J. C. (1999). Devolution and stewardship in Zimbabwe's CAMPFIRE programme. *Journal of International Development* , 11(2), 287–293.
- [50] OECD. (2001). *Territorial outlook* . Organisation for Economic Co-operation and Development.
- [51] OECD. (2016). *OECD regional outlook 2016: Productive regions for inclusive societies* . OECD Publishing.
- [52] Ostrom, E. (1990). *Governing the Commons: The evolution of institutions for collective action* . Cambridge University Press.
- [53] Ostrom, E. (2005). *Understanding institutional diversity* . Princeton University Press.
- [54] Ostrom, E. (2009). A general framework for analyzing sustainability of social-ecological systems. *Science* , 325(5939), 419–422.
- [55] Ostrom, E. (2010). Beyond markets and states: Polycentric governance of complex economic systems. *American Economic Review* , 100(3), 641–672.

- [56] Pecqueur, B. (2005). *Le développement territorial* . Economica.
- [57] Pike, A., Rodríguez-Pose, A., & Tomaney, J. (2017). Shifting horizons in local and regional development. *Regional Studies* , 51(1), 46–57.
- [58] Pretty, J., & Ward, H. (2001). Social capital and the environment. *World Development* , 29(2), 209–227.
- [59] Raworth, K. (2017). *Doughnut economics: Seven ways to think like a 21st-century economist* . Chelsea Green Publishing.
- [60] Ribot, J. C., & Peluso, N. L. (2003). A theory of access. *Rural Sociology* , 68(2), 153–181.
- [61] Rodríguez-Pose, A. (2018). The revenge of the places that don't matter (and what to do about it). *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society* , 11(1), 189–209.
- [62] Rodríguez-Pose, A., & Hardy, D. (2015). Addressing poverty and inequality in the rural economy from a global perspective. *Applied Geography* , 61, 11–23.
- [63] Rodríguez-Pose, A., & Wilkie, C. (2019). Strategies for inclusive growth: Towards a place-based approach. *OECD Regional Development Working Papers* , 2019/02.
- [64] Schlosberg, D. (2007). *Defining environmental justice: Theories, movements, and nature* . Oxford University Press.
- [65] Sen, A. (1999). *Development as Freedom* . Oxford University Press.
- [66] Shackleton, C. M., & Shackleton, S. E. (2004). The importance of non-timber forest products in rural livelihood security and as safety nets: A review of evidence from South Africa. *South African Journal of Science* , 100(11–12), 658–664.
- [67] Smoke, P. (2003). Decentralisation in Africa: Goals, dimensions, myths and challenges. *Public Administration and Development* , 23(1), 7–16.